



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 07/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECHANOZ

chemin de pan perdu
38230 Tignieu-Jamezieu

Références : 20230607-IS086SS
Code AIOT : 0006101054

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement DECHANOZ implanté LES SAMBETTES 38460 Saint-Romain-de-Jalionas. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECHANOZ
- LES SAMBETTES 38460 Saint-Romain-de-Jalionas
- Code AIOT : 0006101054
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°2009-08697 du 15 octobre 2009 pour les rubriques suivantes :

2510 - carrière d'une capacité de production maximale de 122 400 t/an ;

2515 - installation de lavage concassage de matériaux d'une puissance de 385 kW;

2517 - station de transit d'une superficie inférieure à 10000 m².

Les produits extraits sont transportés vers les installations de la carrière de Tignieu pour être traités. Ils sont commercialisés pour la fabrication de béton.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

émissions de toute nature

accueil des déchets inertes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 2	/	Sans objet
2	clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 5	/	Sans objet
3	accès des carrières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 6.4	/	Sans objet
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 7.9	/	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 10.1	/	Sans objet
6	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 10.2	/	Sans objet
7	Remblayage – conditions d'admission des inertes	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 8.2.3	/	Sans objet
8	suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 8.2.5	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés n'appellent pas d'observations particulières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur moyenne de la découverte est d'environ 1m. La hauteur de banc exploitable est de 20 m. La cote limite en profondeur est de 177 m NGF.
Constats : La cote fond de fouille la plus basse constatée sur le plan d'exploitation est supérieure à 177 mNGF de quelques dizaines de cm. Les côtes sont relevées par des sondages bathymétriques par un prestataire extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction ; L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Un portail fermant à clé interdit l'entrée sur le site en dehors des heures d'ouverture. Le site est clos et/ou ceinturé par des merlons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : accès des carrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'évacuation des matériaux se fera par le CD18. L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures

d'activité.
Constats : L'accès depuis et vers la voirie (RD18) se fait par la seule entrée/sortie du site. Cette entrée est fermée par un portail en dehors des heures d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 7.9
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres avec un repérage par rapport au cadastre. les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ; des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques
Constats : Le plan a été mis à jour le 26 janvier 2023. Il comporte l'ensemble des items requis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets.
Constats : Le ravitaillement des engins se fait à l'intérieur du bâtiment dans lequel ils sont garés.

<p>La dalle du bâtiment forme une rétention et la cuve de stockage des hydrocarbures est à double paroi.</p> <p>Le lavage des engins est effectué sur une dalle étanche extérieure relié à un débourbeur-déshuileur.</p> <p>Les liquides (huiles) sont stockés sur des rétentions adaptées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 75200 m³ et ce pour un débit instantané maximal de 40m³/h. L'installation de prélèvement sera munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consommation d'eau est relevée mensuellement. La consommation pour l'année 2022 s'établit à 28 402 m³.</p> <p>La pompe a une capacité de 5 m³/h.</p> <p>Le plan de sobriété hydrique a été établi par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Remblayage – conditions d'admission des inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison le producteur de déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets. En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur de déchets effectue une procédure d'acceptation préalable fin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière. Tout déchet a fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. (...). L'exploitant tient à jour un registre d'admission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les producteurs de déchets inertes adressent à l'exploitant un document préalable indiquant le lieu du chantier concerné, le type de déchets (code déchet) et la quantité estimée. Les déchets font l'objet d'un contrôle visuel (et olfactif) à l'arrivée sur le site, au moment du passage sur la bascule et au déversement sur la plateforme de réception.</p>

Des analyses sont réalisées de manière aléatoire sur certains lots de déchets. L'établissement du bon de réception sur le logiciel bascule permet de collecter l'ensemble des informations requises (date, quantité, chantier, transporteur, véhicule, lieu de dépôt sur la carrière...)
Observations : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le dernier rapport de suivi des prescriptions établi par un organisme extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : suivi de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 8.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau souterraine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant installe autour de la carrière un réseau de mesure de la qualité des eaux souterraines constitué de piézomètres. Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : la DCO, les MES, les hydrocarbures, les sulfates et le fer total.
Constats : Un réseau de 3 piézomètres permet de suivre la qualité des eaux souterraines est installé sur le site. Les analyses de juin et décembre 2022 réalisés par TAUW environnement ne font pas apparaître d'anomalies sur les paramètres suivis prescrits par l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière est établi et révisé tous les cinq ans. Il est transmis au préfet.
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes a été adressé à l'inspection le 22 juin 2022. Il n'est pas daté.
Observations : L'exploitant mettra un indice de révision (et une date) sur son plan de gestion des déchets inertes.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article 16
Thème(s) : Situation administrative, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation de poursuite d'activité est conditionnée par la constitution effective des garanties financières. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement. Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins trois mois avant leur échéance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement est établi et a été adressé à l'inspection des installations classées. Il est valide jusqu'au 15 octobre 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet